



Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

Date de la contribution : 26/09/2024

Introduction

3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

Pour l'UFC-Que Choisir, le principe général qui doit dicter l'élaboration des prix des différentes options tarifaires proposées dans le cadre des TRV doit reposer sur des critères techniques et économiques traduisant fidèlement les coûts du système électrique pour la fourniture en électricité des consommateurs. L'UFC-Que Choisir est ainsi particulièrement hostile à l'élaboration de critère visant à artificiellement renchérir les offres en base.

L'attractivité de l'option HPHC devrait uniquement reposer sur une bonne information du consommateur. Ce dernier doit donc être informé sur ses factures de son intérêt à passer en option HPHC ou à s'orienter vers l'option Base. La part de sa consommation à reporter en heures creuses pour rendre cette option favorable pourrait également lui être indiquée. En effet, les consommateurs sont aujourd'hui peu connaisseurs de ces options, y compris les possesseurs de voitures électriques, pourtant les premiers concernés. En effet, selon la dernière enquête Enedis portant sur le comportement des possesseurs de véhicules électriques (septembre 2024), seuls 32 % des personnes interrogées déclarait piloter la recharge de leur véhicule. Enfin, les heures creuses variant d'un territoire à l'autre, le consommateur doit en être clairement informé sur sa première facture. Cette précision fait également partie du devoir de conseil du fournisseur au moment de la souscription.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

Nous considérons cette offre comme étant élaborée à partir de critères doctrinaires sans lien avec la réalité des coûts techniques et économiques de la fourniture d'électricité, et considérons qu'elle ne devrait en aucun cas être prise en compte.

Question 3 : A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Défavorable

Commentaire :

L'UFC-Que Choisir est défavorable à cette proposition.

Question 4 : Partagez -vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?



La proposition n'étant pas détaillée, l'UFC-Que Choisir ne peut se positionner.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

Défavorable

Commentaire :

Dans la mesure où ce tarif est en extinction depuis dix ans et concerne toujours 50 000 contrats, l'UFC-Que Choisir ne voit pas l'intérêt d'un arrêté interdisant ce tarif. Ce dernier obligerait les consommateurs résidentiels concernés à modifier leur contrat dans un délai restreint. S'ils n'ont pas changé d'option tarifaire depuis qu'il est en extinction, c'est soit que le changement d'option tarifaire n'est pas pertinent compte tenu de leur consommation et de leur aptitude à la moduler, soit qu'ils sont mal informés du fait que des économies sont possibles en changeant d'option tarifaire, le cas échéant en modulant leur consommation. En conséquence, notre association s'oppose à la suppression de cette option tarifaire.

Question 6 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Défavorable

Commentaire :

Non, le consommateur doit être informé de l'intérêt qu'il a à souscrire à une option HPHC, qui doit lui être clairement proposée dans le cas où elle serait plus avantageuse, et conseillée avec une évaluation du niveau de consommation à reporter dans le cas où son profil de consommation ne serait pas d'ores et déjà favorable à une telle option. Pour l'UFC-Que Choisir, il serait inacceptable d'empêcher de nouveaux consommateurs d'accéder à une offre en base qui, compte tenu de leurs usages et faculté à reporter ou non une partie de leur consommation, serait plus attractive qu'une offre HPHC.

Question 8 : Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

Question 9 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

Favorable



Commentaire :

Nous ne sommes pas défavorables à cette expérimentation dans le sens où elle peut aboutir à proposer aux consommateurs des offres leur permettant de réaliser des économies.

Question 11 : Voyez -vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

Question 12 : Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

Nous aviserons selon les résultats de l'expérimentation. En tout état de cause, la flexibilité doit être clairement consentie par le consommateur et reposer sur une tarification attractive par rapport à une offre à tarifs fixes.

4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez -vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

Question 15 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

Question 16 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Question 18 : Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

Question 19 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Question 20 : Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?



5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs réglementés de vente d'électricité

Question 21 : Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Question 22 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Défavorable

Commentaire :

L'UFC-Que Choisir considère que le tarif réglementé de l'électricité n'a vocation qu'à refléter le coût de fourniture réellement supporté par EDF pour approvisionner ses clients aux TRV résultant du principe selon lequel cette fourniture doit s'appuyer prioritairement sur ses propres moyens de production, et que les tarifs des TRV doivent être prioritairement basés sur ses coûts de production. Par principe, la prise en compte dans les TRV des coûts liés au risque de fourniture propres aux fournisseurs alternatifs n'a pas lieu d'être.

En outre, l'UFC-Que Choisir considère que la CRE anticipe bien trop largement le principe de TRV élaborés à compter de 2026 sur la base d'un approvisionnement total sur le marché.

Question 23 : La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

Question 25 : Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

Question 26 : Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

Question 27 : A l'issue de la crise énergétique considérez-vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez-vous ?

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?



Question 29 : Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

Question 30 : A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?

Pour l'UFC-Que Choisir, la construction des coûts commerciaux, incluant les CEE, dans les TRV ne devraient pas répondre au principe de contestabilité, même si la notion de « fournisseur au moins aussi efficace » devrait être retenue pour éviter de prendre les coûts commerciaux réels d'EDF dans le cadre de l'élaboration des TRV compte tenu du risque de dérives des coûts commerciaux d'EDF si le fournisseur avait la certitude de pouvoir les répercuter sur les TRV.

Si l'UFC-Que Choisir ne se positionne pas sur la référence de prix des CEE qu'il conviendrait de prendre comme référence, elle considère toutefois qu'au-delà de la question de la pertinence méthodologie, la CRE devrait dûment prendre en compte dans sa réflexion le fait qu'il convient que ce poste dans les TRV constitue le moins possible une source d'inflation des factures d'électricité des consommateurs abonnés à ces TRV.